



# CDG 38

CENTRE DE GESTION DE L'ISÈRE  
FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

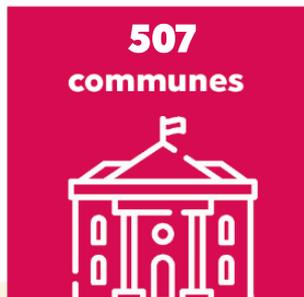


## RAPPORT D'ACTIVITÉ 2022



*Présentation en Conseil d'administration  
Jeudi 30 mars 2023*

# CHIFFRES-CLÉS



**130**  
appels par jour  
en moyenne



postes informatiques



**1 279**  
connexions  
par jour sur  
[www.cdg38.fr](http://www.cdg38.fr)

**28**  
véhicules



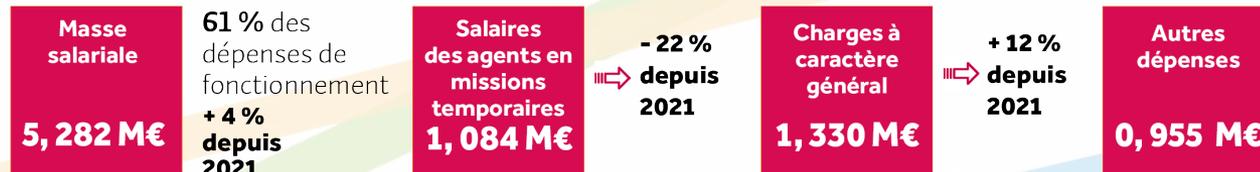
**249 000**  
kilomètres  
parcourus

# COMPTES FINANCIERS 2022

## Les principaux postes de fonctionnement



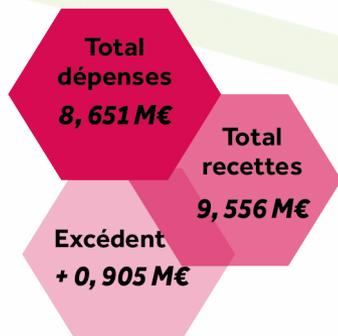
### DÉPENSES : 8,651 M€



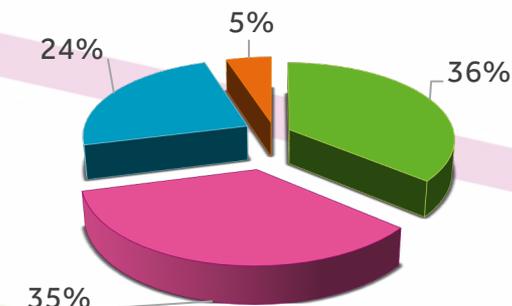
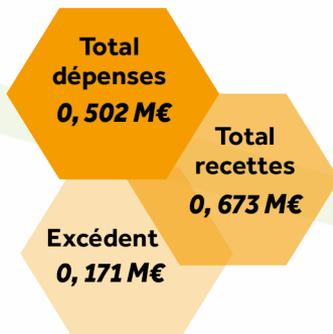
### RECETTES : 9,556 M€



### Fonctionnement



### Investissement



- Amélioration de la qualité de vie au travail
- Emploi et Concours
- Carrières et RH
- Gestion locale

## LES ACTIVITÉS EXTERNES

- 1 > Accueil
- 2 > Agents privés d'emploi
- 3 > Archives itinérantes
- 4 > Bourse départementale et observatoire régional de l'emploi
- 5 > Concours
- 6 > Conseil médical formation restreinte
- 7 > Conseil médical formation plénière
- 8 > Conseil en recrutement
- 9 > Conseil statutaire et rémunération › CSR
- 10 > Conseil statutaire et gestion de carrières › CSR
- 11 > Contrats groupe
- 12 > Dématérialisation
- 13 > Dialogue social
- 14 > Instances paritaires - CAP
- 15 > Instances paritaire - CCP
- 16 > Instances paritaires - CT/CHSCT
- 17 > Instances paritaires - Conseil de discipline
- 18 > Maintien dans l'emploi
- 19 > Médiation
- 20 > Missions temporaires
- 21 > Mobilité
- 22 > Prestations paie › CSR
- 23 > Prévention des risques professionnels
- 24 > Prévention des risques psycho-sociaux
- 25 > Professionnalisation
- 26 > Promotion de l'emploi territorial
- 27 > Référent déontologue / Laïcité
- 28 > Retraite › CSR
- 29 > Santé au travail

## LES ACTIVITÉS INTERNES

- 30 > Bureau et CA
- 31 > Cellule juridique
- 32 > Communication
- 33 > Informatique
- 34 > Ressources humaines
- 35 > Ressources internes



# **LES ACTIVITÉS EXTERNES**

## mission

- ❖ Assurer l'accueil général du CDG38.
- ❖ Prendre en charge, orienter et répondre aux demandes reçues des employeurs et des agents par courrier, mails, appels, visites sur place...

## en 2022

- **38 900** connexions sur [www.cdg38.fr](http://www.cdg38.fr) par mois (35 000 en 2021)
- **3 304** appels téléphoniques par mois (3 590 en 2021)
- **1 800** courriers par mois

### Équipe



2



En 2022, les équipes du CDG38 sont plus facilement joignables directement, ce qui impacte le volume d'appels gérés à l'accueil général.

## *mission*

- ❖ Assurer la prise en charge de fonctionnaires de catégorie A, B et C momentanément privés d'emploi.
- ❖ Réaliser une veille permanente des agents en situation de risque, en partenariat avec les autres services du CDG38.

## *en 2022*

- 7 agents pris en charge (9 en 2021):
  - ⇒ 1 attachée principale et 1 attaché
  - ⇒ 1 technicien
  - ⇒ 1 professeur et 2 assistants d'enseignement artistique
  - ⇒ 1 adjoint administratif

Sur ces 7 agents, 1 départ en retraite et 1 retour à l'emploi dans l'année + 1 personne en surnombre accompagnée a retrouvé un emploi dans l'année.

Équipe



2



L'anticipation, la prise en charge le plus en amont possible, favorisent la dynamique de retour à l'emploi.

## mission

- ❖ Réaliser pour les collectivités qui le demandent des prestations d'archivage : traitement des fonds, formation des agents, conseil, récolement...

## en 2022

- 10 diagnostics conduits (20 en 2021)
- 554,5 journées d'intervention auprès de 41 collectivités (455 et 35 en 2021)
- 396 ml d'archives classées (339 en 2021)
- 425 ml d'archives proposées à l'élimination (551 en 2021)

Équipe



4



En 2022, environ un tiers des interventions ont été réalisées dans des collectivités qui ont fait appel pour la première fois à la prestation.

# BOURSE DÉPARTEMENTALE ET OBSERVATOIRE RÉGIONAL DE L'EMPLOI

## mission

- ❖ Assurer une large diffusion des offres d'emploi afin de mettre en relations les employeurs territoriaux et les candidats.
- ❖ Observer les tendances de l'emploi à l'échelle départementale et régionale, pour anticiper les besoins, notamment en matière de concours et d'examen.

## en 2022

### BOURSE DE L'EMPLOI (via [www.emploi-territorial.fr](http://www.emploi-territorial.fr))

- **8 695** déclarations de vacances de postes enregistrées (6 439 en 2021)
- **5 345** offres d'emploi diffusées (4 594 en 2021)
- **2 655** notifications de décision de recrutement (2 371 en 2021)
- **660** nouveaux demandeurs d'emploi enregistrés par le CDG38 (717 en 2021)
- **846** réponses téléphoniques aux demandes de conseil d'employeurs (805 en 2021)

### OBSERVATOIRE

- Accompagnement des employeurs sur la nouvelle collecte du Rapport Social Unique (nombreux indicateurs nouveaux)
- Expérimentation du module GPEEC auprès de 3 collectivités
- Déploiement de l'outil Qlik auprès des CDG de la région AuRA et pour le traitement des données (notamment RSU, Conférence Régionale de l'Emploi)

Équipe



3



Adhésion du CDG69 et du CDG13 au site [emploi-territorial.fr](http://emploi-territorial.fr), qui devient ainsi l'unique portail du territoire national.

## mission

- ❖ Organiser les concours d'accès à la fonction publique territoriale et les examens professionnels de déroulement de carrière.

## en 2022

- **13** opérations (8 en 2021) dont 5 concours pour **9** voies ouvertes et **1** examen professionnel (1 en 2021)
- **2 756** candidats (2 522 en 2021) et **314** lauréats (155 en 2021)
- **262** courriers adressés aux candidats (80 en 2021)
- **27** journées d'épreuves (24 en 2021)
- **286** membres de jurys et examinateurs mobilisés (402 en 2021)
- **2 805** personnes renseignées par téléphone (2 844 en 2021) et **1 995** mails traités (1 500 en 2021)
- **9** listes d'aptitude suivies (comportant **135** lauréats et **105** demandes de réinscription) et **60** extraits de liste d'aptitude transmis aux collectivités pour nomination des lauréats (30 en 2021)

Équipe



5



En 2022, les catégories A et B de la filière médico-sociale ont connu des évolutions statutaires. De ce fait, les modalités d'organisation de certains concours ont été modifiées.

## mission

- ❖ Assurer le secrétariat du conseil médical en formation plénière. Composé de représentants des employeurs, du personnel et de médecins agréés.
- ❖ Le Conseil médical rend des avis sur l'indisponibilité physique liée à l'activité professionnelle (maladie professionnelle, accidents de service...).

## en 2022

- **26** réunions de la commission (27 en 2021)
- **670** dossiers instruits (699 en 2021)
- Délai moyen d'instruction d'un dossier et passage en séance : **2,7 mois**

### Les cas de saisine :

- Imputabilité d'accidents de service/trajet et maladies professionnelles **21 %**
- Consolidation d'accidents de service/trajet et maladies professionnelles **30 %**
- Retraites pour invalidité **24 %**
- Allocation temporaire d'invalidité **13 %**

### Équipe



3



Depuis le décret n° 2022-350, la présidence des séances est assurée par un médecin, et non plus un représentant des employeurs.

## mission

- ❖ Assurer le secrétariat du conseil médical. Composé de médecins et présidé par l'un d'entre eux, par délégation du préfet, cette instance rend des avis sur les cas d'indisponibilité physique non liés à l'activité professionnelle.

## en 2022

- **11** réunions de la commission (11 en 2021)
- **1 677** dossiers instruits (1 988 en 2021)
- **1 081** agents concernés dont l'âge moyen est de 52,5 ans

### Les demandes de congés de grave/longue maladie ou longue durée représentent :

- **367** demandes au total
- **224** ont reçu un avis favorable
- **143** ont reçu un avis défavorable

**165** sont partis en retraite pour invalidité (âge moyen 57 ans)

Équipe



3



Le [décret n°2022-350 du 11 mars 2022](#) relatif aux conseils médicaux a fusionné les deux instances médicales (comité médical et Commission de réforme).

## *mission*

- ❖ Assurer des missions d'appui au recrutement permanent et de conseil en Gestion des Ressources Humaines (fiches de postes, grille d'entretien avec mise en situation).
- ❖ Ces missions concernent surtout des collectivités de moins de 50 agents.

## *en 2022*

- 2 missions d'appui au recrutement (3 en 2021)



Équipe



2



Le recours à cette prestation est en diminution chaque année. Un service à promouvoir auprès des employeurs au service de la sécurisation des recrutements.

## mission

- ❖ Conseiller les employeurs pour toutes les étapes de la carrière d'un agent : recrutement, avancement, promotion, rémunération, absences, disponibilité, ... Les conseils sont dispensés par téléphone, par mail.
- ❖ Mettre à jour les dossiers carrières des agents titulaires et stagiaires dans la base.
- ❖ Alimenter le dossier dématérialisé des agents

## en 2022

- 13 739 carrières gérées
  - Mise à disposition pour les collectivités sur le portail dédié :
    - ⇒ De propositions avec arrêtés
      - ◆ Avancements d'échelon : 5 682
      - ◆ Avancement de grade : 5 861
    - ⇒ De propositions sans arrêté
      - ◆ Promotion interne : 7 773
    - ⇒ Des arrêtés liés au reclassement : 25 362
- Près de 24 000 concernent le reclassement des catégories C :  
*7 525 arrêtés de reclassement / 10 458 bonifications / 6 000 avancements d'échelon*

Équipe



3



Plusieurs vagues de reclassement à gérer en 2022 (agents de catégorie C et B, agents de catégorie B et A de la filière médico-sociale, auxiliaires de soins et de puériculture).

## mission

- ❖ Négocier et proposer des contrats dits « de groupe » à l'intention des employeurs, afin de favoriser l'action sociale et la couverture « mutuelle » des agents.

## en 2022

- **Santé** (Convention de participation mutuelle MNT) :  
**297** employeurs adhérents (290 en 2021) et **3 426** agents couverts (3 271 en 2021)
- **Prévoyance** (Convention de participation mutuelle Gras Savoye) :  
**377** employeurs adhérents (365 en 2021) et **8 799** agents couverts (8 485 en 2021)
- **Assurance statutaire** (Contrat cadre SOFAXIS/AXA) :  
**317** employeurs assurés (320 en 2021) et **11 315** agents couverts (11 699 en 2021)
- **Contrat de fourniture des Titres-restaurant** :  
**153** collectivités adhérentes (128 en 2021)

Équipe



1



Renouvellement du contrat groupe d'assurance des risques statutaires au 1<sup>er</sup> janvier 2023.

## mission

- ❖ Conseiller et assurer l'assistance avant et après dans la mise en œuvre des processus de dématérialisation en matière de télétransmission au contrôle de légalité et à la DGFiP en intégrant la signature électronique
- ❖ Assurer la coordination avec les prestataires extérieurs (Libriciel Scop, l'association Adullact, les éditeurs de logiciels de gestion financière et les services de l'État).

## en 2022

- **361** collectivités utilisatrices, par notre intermédiaire, d'une ou plusieurs solutions de dématérialisation (*351 en 2021*) dont :
  - ⇒ **24** utilisent le parapheur électronique pour la signature des flux financiers
  - ⇒ **328** utilisent le tiers de télétransmission
  - ⇒ **64** utilisent le profil acheteur
- **650** titulaires du certificat électronique Chambersign en partenariat avec le CDG38

## Équipe



2



Les demandes d'adhésion se sont poursuivies, jusqu'à la décision de l'exécutif de mettre fin à la prestation, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

## mission

- ❖ Contribuer et animer le dialogue social, dans le cadre notamment du secrétariat des instances paritaires départementales (CAP, conseils de discipline, CT-CHSCT, commission de réforme).
- ❖ Lieu de rencontre régulier des représentants des employeurs (au nombre de 24 titulaires et 24 suppléants) et des représentants des agents.

## en 2022

- **46** séances d'instances paritaires (*45 en 2021*) (CAP, CCP, CT, CHSCT et conseils de discipline)
- **18 352** heures de décharges d'activité syndicales rémunérées
- **12 000 €** de subventions de fonctionnement aux organisations syndicales

Équipe



5



Organisation des élections professionnelles du 8 décembre 2022 par voie électronique.

# INSTANCES PARITAIRES

## > CAP

### mission

- ❖ Assurer le secrétariat et l'animation des Commissions Administratives Paritaires (CAP) des catégories A, B et C, obligatoirement consultées par l'autorité territoriale avant toute décision à portée individuelle.
- ❖ Idem pour la Commission Employeur mise en place pour la promotion interne depuis 2021.
- ❖ Favoriser le dialogue entre l'employeur et l'agent concerné.

### en 2022

- **13 600** agents concernés
- **1** séance de CAP A et **1** dossier examiné  
*(0 en 2021)*
- **Aucune** séance de CAP B  
*(1 et 1 en 2021)*
- **4** séances de CAP C et **8** dossiers examinés  
*(5 et 7 en 2021)*

### Équipe



2



Renouvellement du collège des représentants du personnel suite aux élections professionnelles.

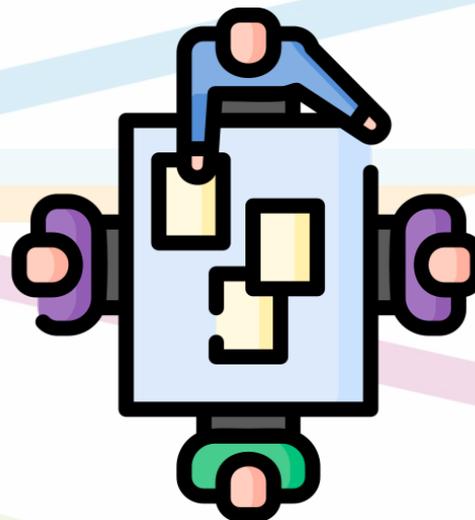
# INSTANCES PARITAIRES > CCP

## mission

- ❖ Assurer le secrétariat et l'animation des Commissions Consultatives Paritaires (CCP) des catégories A, B et C, obligatoirement consultées par l'autorité territoriale avant certaines décisions à portée individuelle.
- ❖ Favoriser le dialogue entre l'employeur et l'agent concerné.

## en 2022

- 5 200 agents concernés
- 11 séances de CCP et 13 dossiers examinés  
(5 et 5 en 2021)



Équipe



2



En 2022, fusion des 3 CCP en une seule instance.

# INSTANCES PARITAIRES

## > COMITÉ TECHNIQUE CHSCT

### mission

- ❖ Assurer le secrétariat et l'animation du comité technique/CHSCT départemental (CT-D), consulté pour avis sur les questions collectives liées à l'organisation et au fonctionnement des collectivités.
- ❖ Apporter des conseils sur les dossiers soumis au CT-D/CHSCT
- ❖ Répondre aux questions des collectivités de plus de 50 agents sur le fonctionnement des comités techniques et des CHSCT

### en 2022

- 5 200 agents concernés
- 580 collectivités et établissements (de - de 50 agents) rattachés
- 7 séances (10 en 2021) et 3 séances de CHSCT (6 en 2021)
- 861 dossiers examinés (1 128 en 2021)
- 118 dossiers de saisine « Lignes de Gestion » présentés (251 en 2021)

### Équipe



3



Renouvellement des collègues des représentants du personnel suite aux élections professionnelles.

### mission

- ❖ Assurer le secrétariat du conseil de discipline, composé de représentants des employeurs et du personnel, et présidé par un magistrat du tribunal administratif.
- ❖ En amont des séances, assister l'employeur (respect de la procédure, rédaction des actes, détermination du degré de la sanction) dans son intérêt et dans le respect des droits des agents.

### en 2022

- **19** dossiers présentés (*15 en 2021*)

#### Le conseil de discipline a proposé :

- **8** exclusions de fonctions relevant du groupe 2 (exclusion de fonctions comprise entre 4 et 15 jours)
- **5** exclusions de fonctions relevant du groupe 3 (exclusion de fonctions comprise entre 16 jours à 2 ans)
- **2** révocations
- **1** retraite d'office
- **1** absence de sanction

Équipe



2



11 reports de séances pour absence de quorum.

## *mission*

- ❖ Mener des actions d'information et de formation auprès des collectivités, et accompagner les employeurs dans leur démarche de maintien dans l'emploi.
- ❖ Cette mission prend place dans le cadre de la convention signée avec le Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP).

## *en 2022*

- **25** personnes formées dans le cadre du « Réseau handicap » lors de deux rencontres, à Bourgoin-Jallieu et à Saint-Martin-d'Hères (15 en 2021) – notamment les tuteurs d'apprentis
- **48** situations suivies par l'équipe pluridisciplinaire d'appui à l'emploi et au reclassement, dont **18** nouvelles (51 et 21 en 2021)
- **9** mises en place d'accompagnements spécialisés dans le champ du handicap, avec intervention de prestataires externes (8 en 2021)
- **6** études ergonomiques (7 en 2021)
- **21** études de postes pour des agents ayant des restrictions (27 en 2021)

Équipe



2



Renouvellement en 2022 de la convention avec le FIPHFP.

## mission

- ❖ Favoriser la règlement non juridictionnel des différends entre employeurs et agents, en lien notamment avec les instances paritaires ou dans le cadre du nouveau dispositif de Médiation Préalable Obligatoire

## en 2022

- 2 médiations réalisées (5 en 2021)



## Équipe



1



L'expérimentation de la Médiation Préalable Obligatoire a pris fin le 31 décembre 2021 : le dispositif est pérennisé en 2023.

## mission

- ❖ Assurer la continuité des services en remplaçant un agent momentanément absent, ou pour faire face à une charge de travail inhabituelle.
- ❖ Mettre « le pied à l'étrier » à des demandeurs d'emploi, lauréats de concours ou étudiants en leur donnant accès à une activité dans le secteur territorial.
- ❖ Cette mission est remplie sur la base de conventions souscrites par des employeurs qui souhaitent confier leur recherche au CDG 38, ainsi que le portage du contrat de travail.

## en 2022

- **181** employeurs ont sollicité des informations ce qui a débouché sur **164** demandes effectives formulées dont **54** ont été satisfaites (160, 283 et 74 en 2021)
- **247** missions réalisées par **151** personnes dont **12** personnes en situation de handicap (315, 157 et 11 en 2021)

### Le vivier :

- **247** candidatures validées sur le Site emploi-territorial et intégrées dans le vivier.

### Le « top » des métiers demandés ne varie pas :

Secrétaire de mairie  
Agent d'accueil état civil  
Assistant RH paie  
Assistant administratif polyvalent

### Équipe



3



Une activité en baisse par rapport à l'année précédente, une difficulté à trouver des candidats dans un contexte de tension du marché de l'emploi. Un ajustement qui se fait mieux entre les attentes des employeurs et le profil des candidats, en misant sur les acquis et sur le potentiel.

## mission

- ❖ Aider les agents titulaires de la fonction publique territoriale à construire leurs parcours professionnels.

## en 2022

- **37** collectivités informées sur le droit à la formation de leurs agents
- **31** agents territoriaux ont participé à une réunion d'information en 2022 (37 en 2021)
- **182** appels reçus lors des permanences téléphoniques mobilité (232 en 2021)
- **141** rendez-vous mobilité pour aider les agents dans leur recherche d'un nouvel emploi : CV, lettre de candidature, simulation d'entretien (152 en 2021)
- **37** agents suivis individuellement (43 en 2021)
- Suivi de **7** fonctionnaires momentanément privés d'emploi
- **30** agents dans le cadre de l'équipe d'appui au maintien en emploi et au reclassement dont **19** suivis dans le cadre d'une PPR (Période de Préparation au Reclassement) – **255** rendez-vous réalisés

### Équipe



2



Le droit à la formation évolue et permet aux agents, notamment les moins qualifiés et en situation d'usure professionnelle ou de handicap, de bâtir des parcours d'évolution.

## mission

- ❖ Assurer la gestion de la paie pour les collectivités qui le souhaitent. Proposée depuis 2011, cette prestation permet de fiabiliser les opérations en diminuant les contraintes liées à la confection des paies, le suivi de la réglementation et la possession d'un logiciel.
- ❖ Renseigner les collectivités sur les questions liées à la rémunération

## en 2022

- 1 056 carrières gérées
- 1 075 paies par mois en moyenne, au profit de 33 employeurs
- Passage à la DSN pour **15** des **33** collectivités gérées au 1<sup>er</sup> janvier 2022

Nombre  
de paies  
par mois



**688**

**2019**

**851**

**2020**

**1 005**

**2021**

**1 075**

**2022**

Équipe



7



Une nouvelle convention et tarification proposées en 2022 pour une mise en œuvre en 2023, en lien avec la « stratégie 2026 » dans une logique de rééquilibrage des missions facultatives.

## mission

- ❖ Accompagner les employeurs dans la mise en œuvre de leurs démarches de prévention : formation, inspection, conseil, création et diffusion de documents, interventions au CHSCT départemental.
- ❖ Participer à l'équipe pluridisciplinaire de santé au travail du CDG38, coordonnée par les médecins de prévention.

## en 2022

- **88** journées pour missions accompagnement et conseil (140 en 2021)
- **121** demandes de renseignements (163 en 2021)
- **244 ½** journées d'inspection (174 en 2021)
- **99** assistants de prévention formés (96 en 2021)
- **163** jours d'Action en Milieu de Travail en soutien aux équipes pluridisciplinaires de santé au travail (170 en 2021).
- **4** réunions de réseau des préventeurs de l'Isère
- **1** nouveau document thématique, total **94** documents (93 en 2021) et **9** mises à jour de la FAQ santé prévention, formation spécialisée du comité social territorial
- ⇒ Participation aux **4** séances du CHSCT départemental
- Organisation de **2** visites de site

Équipe



5



En partenariat avec 4 autres CDG, pilotage de la réponse à l'appel d'offres du CNFPT pour l'attribution du marché des formations préalables et continue des assistants et conseillers de prévention.

## mission

- ❖ Accompagner les collectivités dans l'amélioration de la qualité de vie au travail et le développement de leur action sociale.
- ❖ Actions de prévention des risques psycho-sociaux auprès d'agents et de collectifs de travail.
- ❖ Interventions d'assistantes sociales du travail mutualisées en immersion dans les collectivités au plus près des agents et des services des collectivités.

## en 2022

### Psychologues du travail

- **383** situations individuelles **1 130** heures d'entretien individuels (392 et 1 226 h en 2021)
- **38** situations collectives et **345** heures d'intervention (43 situations et 671 h en 2021)
- Montée en puissance du dispositif de signalement : **29** situations

### Assistantes sociales du travail

- **11** collectivités - **299** permanences (10 et 306 en 2021)
- **434** agents pris en charge **995** entretiens menés (378 agents et 932 en 2021)

### Les principaux motifs d'accompagnement sont :

l'accès aux droits, l'information sur l'accès aux droits professionnels, la santé et la retraite.

### Équipe



6



Une veille sur les droits communs notamment les aides gouvernementales pour accompagner le pouvoir d'achat des agents (énergie, carburant...) et rédaction de zooms infos.

## mission

- ❖ Apporter à des publics aux profils variés (demandeurs d'emploi, personnes en situation de handicap, jeunes gens...) des connaissances professionnelles leur permettant d'obtenir un emploi territorial.

## en 2022

- **13** stagiaires formés au métier de secrétaire de mairie, dont **5** en situation de handicap
- **10** demandeurs d'emploi, qualifiés en comptabilité, formés à la comptabilité publique (dont **4** pour le compte du CDG73)
- **8** entrées en contrat d'apprentissage pour des personnes en situation de handicap (5 en 2021) et nouveaux contrats d'apprentissage et **22** apprentis accompagnés au cours de leur contrat (26 en 2021)

### Équipe



2



La tension du marché de l'emploi a un impact sur le recrutement des stagiaires (moins nombreux à se présenter lors des sélections) et sur le placement en emploi (public volatile).

## mission

- ❖ Promouvoir l'emploi territorial et ses métiers auprès du grand public et des candidats potentiels à un recrutement dans une collectivité territoriale.
- ❖ Informer et orienter les candidats à l'emploi à travers un suivi individualisé.

## en 2022

### Promotion collective

- Participation à des forums et manifestations – Talents H+, AFIPH, MIFE Isère, maison de l'emploi Pays Voironnais et Sud Grésivaudan, Forum emploi Pontcharra : plus de **160** demandeurs d'emploi informés
- Rencontres avec les partenaires de l'emploi – Pôle emploi, PLIE... + de **40** professionnels rencontrés
- Participation au recrutement et à la réflexion sur les besoins des employeurs publics, promotion de l'emploi : IUGA (instructeur ADS), Licence pro MACT
- **30** candidatures recueillies (58 en 2021), orientées vers la réunion d'information collective et un RDV avec une conseillère emploi

### Équipe



2



Reprise des contacts et des événements avec les partenaires de l'emploi et de la formation, ce qui permet d'alimenter le vivier. Mais un marché de l'emploi en tension avec des candidats volatiles.

## mission

- ❖ Le référent déontologue se charge d'apporter tout conseil utile aux agents et aux employeurs pour l'application des principes déontologiques applicables aux agents publics.
- ❖ Cette compétence est mutualisée pour les cinq centres de gestion de la région par le CDG69.

## en 2022

- 26 saisines dont 3 par l'autorité territoriale (36 et 2 en 2021)
  - ➔ 38 % des saisines concernent le cumul d'activité
  - ➔ 14 % des saisines concernent le départ vers le secteur privé



## Équipe



1



Depuis 2022, le référent déontologue est également compétent pour les questions relatives à la laïcité.

## mission

- ❖ Conseiller les employeurs et les agents pour toutes les questions relatives à la retraite (incluant contrôle et réalisation de dossiers).
- ❖ Les conseils sont dispensés par téléphone, par mail, par rencontre individuelle (en collectivité ou au CDG 38) ou collective.

## en 2022

- **322** dossiers de liquidations de pension dont **93** réalisés entièrement par le service (342 et 106 en 2021)
- **122** comptes individuels traités (274 en 2021)
- **67** prestations Accompagnement Personnalisé Retraite (APR) (29 en 2021)
- **84** estimations de pensions
- **49** demandes d'avis préalables
- **17** dossiers divers (rétablissements au régime général, validations de service, régularisations de cotisations)

### Équipe



3



En 2022, une déclinaison de la « stratégie 2026 » a été travaillée au travers d'une convention retraite révisée.

## mission

- ❖ Éviter l'altération de la santé physique et mentale des agents
- ❖ Vérifier la compatibilité entre le poste de travail et l'état de santé des agents
- ❖ Préconiser si nécessaire des aménagements afin de permettre le maintien dans l'emploi
- ❖ Conseiller les collectivités et les agents en matière de prévention des risques professionnels

## en 2022

- **254** employeurs et entités bénéficiaires (233 en 2021)
- **14 885** agents suivis (14 010 en 2021)
- **2 297** visites assurées par les médecins de prévention (2399 en 2021) dont **67 %** de visites occasionnelles (65 % en 2021)
- **2 707** visites assurées par les infirmiers en santé au travail (2483 en 2021)
- **12** sensibilisations inter-collectivités sur la prévention des risques professionnels
  - Par les **5** équipes pluridisciplinaires du département
  - **149** agents, encadrants, élus présents
  - Thèmes : Rôles et responsabilités de l'encadrement en matière de santé et sécurité au travail dont RPS, TMS en petite enfance, service entretien, amiante,
- **254** employeurs utilisateurs du portail Medtra

### Équipe



16



1 004 rendez-vous perdus en 2022 avec les infirmiers de santé au travail pour cause de créneaux proposés non pourvus ou d'agents absents.



# **LES ACTIVITÉS INTERNES**

# BUREAUX ET CONSEILS D'ADMINISTRATION

## mission

- ❖ Le Conseil d'Administration constitue l'organe délibérant de l'établissement, il est composé de 33 membres titulaires et 33 suppléants.
- ❖ Le bureau exécutif, réunit, autour du Président, 7 membres du Conseil d'administration en présence du comité de direction.

## en 2022

- 6 séances de CA et **55** délibérations adoptées (*6 et 47 en 2021*)
- 16 réunions de bureau exécutif (*17 en 2021*)



Équipe



1



Stratégie 2026 : mise au point, déclinaison et ajustements continus.

## mission

- ❖ Soutenir les services du CDG dans leurs conseils aux collectivités
- ❖ Diffuser et expliquer l'actualité juridique en droit de la fonction publique aux services du CDG et aux collectivités

## en 2022

- **112** collectivités nous ont sollicité (92 en 2021)
- **210** réponses apportées (144 en 2021)
- Rédaction de **7** notes juridiques dont **3** mises à jour
- Gestion de **3** contentieux (recours gracieux)
- Animation de **10** comités éditoriaux, rédaction et diffusion des actus sur le site internet du CDG38 (8 en 2021)
- Passation de **4** marchés et **8** consultations de faible montant
- Suivi de l'actualité juridique et sensibilisation à l'environnement territorial : participation à **7** cafés juridiques et diffusion de **48** panoramas de presse

## Équipe



2



Participation à la concertation aux fins d'attribution du contrat de groupe d'assurance statutaire à effet du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

## mission

- ❖ Gérer, en lien avec l'exécutif et la direction, la communication print et web, externe et interne
- ❖ Recueillir les besoins des services et les associer dans la mise au point des productions

## en 2022

### COMMUNICATION ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

- Conception en interne et impression (par un prestataire imprimeur) de **6 000** plaquettes d'information mises à disposition des organisations syndicales et des collectivités + **120** affiches A3 (impression en interne) + création du visuel de la page d'authentification de vote

### CRÉATION DE SUPPORTS DE COMMUNICATION

- Rapport d'activités 2021 (rapport imprimé à **800** exemplaires et envoyés aux collectivités affiliées+ diaporama diffusé en Conseil d'administration)
- Conception et envoi de la newsletter du CDG38 tous les mois
- Création des plaquettes/affiches pour le service emploi (missions temporaires, Conseil en Evolution Professionnelle...)

### SITE WEB

- Mise à jour régulière d'actus ou de documents téléchargeables sur le site internet.

### ASSEMBLÉES GÉNÉRALES DU PERSONNEL

- Organisation de **2** assemblées générales du personnel en février (intégralement en visio du fait des restrictions sanitaires) et en juin 2022 (en moyenne 70 agents présents).

### PAGE EXTRANET DES COLLECTIVITÉS

- Conception du visuel d'une page extranet permettant aux collectivités d'avoir accès sur une même page et via le site du CDG38, à tous leurs logiciels métiers.

## Équipe



1



Élaboration d'un plan de communication concernant les élections professionnelles de décembre 2022, et pour la première fois par voie électronique.

## mission

- ❖ Assurer l'assistance des matériels et applications
- ❖ Assurer la maintenance évolutive et corrective du matériel et des applications développées par le service
- ❖ Piloter les schémas directeurs des systèmes d'information

## en 2022

- **425** demandes reçues via l'outil d'assistance informatique (665 en 2021, outre les demandes non tracées/recensées)
- **116** postes (120 en 2021)
- **33** serveurs administrés en interne (28 en 2021)
- **9** serveurs hébergés (7 en 2021) permettent la gestion du site internet et permettent de proposer aux collectivités un accès en mode portail aux applications les concernant (notamment le logiciel de Gestion des carrières et celui de Médecine préventive)
- **7** copieurs multifonctions et 41 imprimantes
- **19** logiciels métier « externes » et **9** logiciels « internes »
- **8** sites distants (l'Antenne Nord-Isère et 7 locaux pour le service de médecine préventive)

Équipe



3



France Relance destiné à renforcer notre Cyber Sécurité.

## mission

- ❖ Gestion intégrée du personnel (paie, carrière, maladie, congés, temps de travail, frais de déplacements, action sociale, ...) des agents titulaires, contractuels et élus de l'établissement, et ceux mis à disposition des collectivités (interim public)
- ❖ Mise en œuvre des projets RH en interne (formations, conditions et organisations du travail, ...)

## en 2022

- **198** paies par mois (195 en 2021) dont :  
**108** agents internes  
**36** vacataires (concours et instances médicales)  
**54** agents mis à disposition via l'interim public
- **90** agents permanents gérés (Idem en 2021)  
+ **150** agents en mission temporaire (dont 12 en situation de handicap)
- **3** séances du comité technique interne au CDG38
- **26** procédures de recrutement (22 en 2021)

### PROJETS RH MIS EN ŒUVRE :

Passage à la M57, augmentation des autorisations spéciales d'absence (ASA) liées à la maladie et au COVID-19, dématérialisation des tickets restaurant, évolution du forfait mobilités durables, élections professionnelles...

Équipe



4



Portage des évolutions du télétravail à effet du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

## mission

- ❖ Intervenir pour le compte des besoins propres au CDG38

## en 2022

- **2 141** mandats – hors mandats d'annulation (2 195 en 2021)
- **2 530** titres de recettes (2 491 en 2021)
- **4** bâtiments gérés (SMH, villas, ANI, Echirolles), **7** centres fixes dédiés à la santé sécurité au travail, aménagés et gérés en partenariat avec les collectivités territoriales :  
*Crolles, Les Abrets-en-Dauphiné, Monestier-de-Clermont, Saint-Égrève, Saint-Marcellin, Villefontaine, Ville-sous-Anjou.*
- **28** véhicules suivis pour **249 000 km** parcourus (30 véhicules et 200 000 en 2021)

Équipe



6



Préparation du changement de nomenclature au 1/01/2023 : M 832 =>M 57.



# CDG 38

CENTRE DE GESTION DE L'ISÈRE  
FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE



## RAPPORT D'ACTIVITÉS 2022



**CDG 38**

# ***FIN***